

l'on nous sert toutes ces idioties sur les sociétés rentables qui ne paient pas d'impôts.

Je voudrais terminer par un petit passage intéressant que j'ai trouvé dans le *Financial Post* du 5 mai. L'article est intitulé «*Advice & Dissent*» et signé William Watson. Le sous-titre de l'article dit: «Ceux qui voulaient une réduction de la dette doivent payer». Voici la conclusion:

Qui aime bien châtie bien. Une surtaxe sur les hauts revenus. Une nouvelle taxe pour les grandes sociétés. Des augmentations des taxes à la consommation. Une grosse augmentation du crédit d'impôt au titre de la taxe de vente. C'est un peu comme si Mike Wilson disait à ceux qui sont naturellement de son bord—c'est-à-dire la moitié supérieure de la répartition des revenus—«Vous voulez une réduction de la dette? Payez-la.»

Voilà, monsieur le Président, une observation intéressante d'une personne que je ne connais pas, mais ne semble guère favorable au budget.

**M. Mills:** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les remarques du député de Swift Current—Maple Creek—Assiniboia (M. Wilson). Il a dit que nous n'avons pas beaucoup d'idées de ce côté-ci de la Chambre, mais je n'en ai pas trouvé beaucoup non plus dans le budget. J'ai une question précise à lui poser. Un bon moyen de soutenir la concurrence internationale est d'être très productif. Au cours des quatre ou cinq dernières années, on nous a souvent répété aux comités de la Chambre que le partage des bénéfices et la participation au financement favorisent la productivité dans la plupart des sociétés qui ont recours à ce système. Le député pense-t-il qu'il serait de l'intérêt du gouvernement d'utiliser la fiscalité pour promouvoir ce genre d'activité dans les sociétés? Non seulement notre productivité en bénéficierait, mais nos recettes fiscales augmenteraient, ce qui nous permettrait d'attaquer le déficit d'une façon plus progressive. Le député aurait-il quelque chose à dire à ce sujet?

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Monsieur le Président, je remercie le député d'en face pour ses commentaires qui se veulent constructifs. C'est un fait inhabituel et cette attitude est bien supérieure à celle que l'autre côté a manifestée jusqu'ici dans ce débat.

### *Le budget—M. G. Wilson*

Le but de la réforme fiscale que le ministre des finances (M. Wilson) s'efforce de réaliser est de supprimer les dépenses fiscales. Bien des dépenses fiscales effectuées jusqu'à maintenant ont été très peu productives même si elles étaient bien intentionnées. Pensons au crédit d'impôt à l'investissement qui a probablement fait plus de tort que de bien, même s'il visait un but légitime. Pensons aussi au crédit d'impôt à la recherche scientifique pour lequel le parti auquel appartient le député de Broadview—Greenwood (M. Mills) a consenti des dépenses fiscales colossales. Cette aventure nous a peut-être coûté 4 milliards. Elle n'a pourtant pas beaucoup aidé la recherche et le développement dans notre pays.

Les entreprises ont parfaitement le droit de partager leurs bénéfices avec leurs employés et ce serait une très bonne idée si plus d'entreprises tentaient cette expérience. C'est l'initiative individuelle et les stimulants qui font fonctionner le Canada et cette mesure donnerait aux employés une occasion de participer aux progrès des sociétés et de partager les fruits et les récompenses indispensables au maintien de l'esprit d'entreprise qui anime et soutient les petites entreprises de notre pays.

• (1730)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député de Broadview—Greenwood a la parole pour une question supplémentaire.

**M. Mills:** Monsieur le Président, ce que je veux faire valoir, c'est que le ministre des Finances devrait se servir de la fiscalité pour encourager les entreprises à adopter ce système de participation au capital et de partage des bénéfices. Je n'ai pas très bien compris la réponse du député.

Appuie-t-il ce genre de choses? Voit-il là quelque chose de nouveau que le gouvernement pourrait envisager? Les députés ministériels nous accusent toujours de manquer d'imagination; ce serait là une façon bien simple d'engager des millions de gens dans une forme de productivité qui nous assurerait une compétitivité au plan international. Et pourtant, il semble impossible d'obtenir une réponse précise à cet égard.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Monsieur le Président, le député d'en face parle de réponses précises. Cela m'amuse assez car, toute la semaine, j'ai demandé à d'autres députés de l'opposition, à l'issue de leur critique du budget, s'ils avaient quelque chose de concret à proposer, quelque chose de pratique